

Initiatives ministérielles

du monde où il n'en paie pas. Je ne parle pas de ceux qui héritent de la ferme, de l'entreprise ou de la maison familiale. Je parle des gens qui reçoivent des millions de dollars qui leur tombent du ciel. Ils ne sont pas obligés de payer un cent. Ce n'est pas juste. Si d'autres pays le font, pourquoi pas nous?

Prenons le cas des États-Unis. En 1986, le président Reagan a remarqué que des milliers de sociétés rentables ne payaient jamais d'impôt sur le revenu et il s'est rendu compte que ce n'était pas juste. Il a voulu mettre fin à cette échappatoire. Le président des États-Unis a donc prélevé un impôt minimal auprès des sociétés, de sorte que les milliers de sociétés qui étaient rentables, qui pouvaient recourir à toutes sortes d'échappatoires fiscales et qui disposaient de fiscalistes et de comptables de premier ordre pour les aider à ne pas verser d'impôts, ont dû payer un impôt minimal, qui a rapporté des milliards de dollars.

Savez-vous, monsieur le Président, qu'aucune société américaine ne s'est élevée contre cette mesure? Comment aurait-on pu le faire! Si vous touchez 400 millions de dollars et qu'on vous demande de payer quelques dollars d'impôt sur le revenu, comment pouvez-vous vous y dérober? Absolument personne n'a protesté sérieusement contre cette mesure.

Pourquoi le Canada ne fait-il pas la même chose, de sorte que les 65 000 sociétés rentables qui ne paient jamais d'impôt sur le revenu fassent leur juste part? Nous ne leur demandons pas de payer des montants exorbitants. Nous ne leur demandons pas de payer de forts montants, seulement leur juste part. S'ils payaient seulement leur juste part, cela ferait entrer dans les coffres de l'État des centaines de millions de dollars qui nous font actuellement défaut pour financer des programmes destinés, par exemple, à aider nos jeunes à acquérir une éducation convenable ou les malades à avoir accès à des établissements de soins de longue durée.

Nous avons un grand hôpital à Kamloops, mais je connais personnellement bon nombre de personnes qui attendent des mois pour se faire opérer. Il existe une liste de plus de 2 000 personnes en attente d'une intervention chirurgicale. À ceux qui souffrent de maladie cardiaque, le gouvernement de la Colombie-Britannique dit d'aller se faire opérer aux États-Unis parce que l'hôpital n'a pas de chambre libre. Ce n'est pas le genre de système de soins de santé que nous avons mis en place au Canada. Il faut subvenir aux besoins de notre système de soins de

santé, mais la mesure à l'étude fait exactement le contraire.

Je pourrais porter à votre attention quelque chose que j'ai trouvé par hasard. Ce sont des chiffres intéressants qui viennent d'être publiés et qui montrent comment le régime fiscal canadien a évolué. En 1950, les recettes provenant des sociétés et celles provenant des particuliers étaient égales, elles étaient équilibrées. Cinquante p. 100 provenaient des sociétés et cinquante pour cent, des particuliers.

Au cours des années, à la suite de plusieurs gouvernements libéraux aussi bien que conservateurs, les recettes ne sont plus réparties également. Il y a eu une évolution et aujourd'hui 79 p. 100 des impôts sont payés par les particuliers et 21 p. 100 par les sociétés. C'est tout un changement à assumer en quelques années. Encore une fois, tandis que les particuliers se font manger la laine sur le dos, les entreprises connaissent des conditions meilleures que jamais, surtout depuis les années 1950. Au cours des ans, ce sont surtout les sociétés qui ont été les enfants gâtés du régime fiscal et cela s'est fait au détriment des particuliers, ce dont nous sommes tous parfaitement conscients.

• (1730)

Permettez-moi de faire une autre suggestion sur les sources de fonds que nous pouvons exploiter pour réduire notre déficit et notre dette.

En passant, j'ai noté avec intérêt que la dette semblait préoccuper l'orateur précédent, un conservateur. Je dois rappeler à cette personne que, depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, la dette nationale est passée d'environ 150 milliards de dollars à près de 400 milliards. Autrement dit, nous avons connu une augmentation de plus de 100 p. 100 de la dette nationale, sous le gouvernement actuel.

Pour revenir aux préoccupations que cela suscite chez les conservateurs, il semble qu'elles soient assez limitées. Quoiqu'il en soit, il y a une chose qu'il aurait pu faire pour accroître ses recettes.

J'ai ici toutes ces pétitions contre la taxe sur les produits et services. Cette taxe suscite l'inquiétude des gens notamment pour une raison: ils savent que le régime est injuste. Lorsqu'un système est injuste, une économie souterraine se développe. Certains économistes avancent que les transactions sur lesquelles aucune taxe n'est levée représentent déjà 100 milliards de dollars chaque année. Si le taux d'imposition normal était simplement appliqué à ces transactions qui tiennent de l'économie souterraine, on obtiendrait annuellement le montant de